## Amnesty dénonce un "climat politique extrêmement tendu" au Burundi

Amnesty International, 27 avril 2020 Burundi. Lancement de la campagne électorale dans un contexte de COVID-19, de harcà lement et de tensions La campagne électorale pour l'élection présidentielle du 20 mai a officiellement dé aujourd'hui, dans un contexte de pandémie de COVID-19 et de manÅ "uvres d'intimidation persistantes exercées pa Imbonerakure, les membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD).

«Â Des réfugiés qui ont fui nous ont invariablement dit avoir été harcelés par les Imbonerakure en raison de leur opposition réelle ou supposée au pouvoir en placeÂ; ils étaient surveillés de trÃ"s prÃ"s et menacés quand ils ne participaient pas aux rassemblements organisés par le parti au pouvoir, a déclaré Deprose Muchena, directeur régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe à Amnesty International. Des membres du principal parti d'oppositi CongrÃ"s national pour la liberté (CNL), ont eux aussi été maintes fois menacés, attaqués, arrêtés et même tués de leur affiliation politique. L'an dernier, des organisations et des médias qui auraient normalement fourni des informations indépendantes ont été fermés ou réduits au silence. Par exemple, le bureau des Nations unies pour la protection des droits humains a été fermés ou réduits au silence. Par exemple, le bureau des Nations unies pour la protection de diffuser leurs programmes dans le pays, et la plupart des médias et organisations de défense des droits humains indépendants locaux ont eux aussi été fermÃ⊙s â€" et un grand nombre de leurs employés ont fui le pays. Le courageux défenseurÂ-eÂ-s des droits humains et journalistes qui continuent de travailler dans le pays, et qui sont peu nombreux, font l'objet de manÂ"uvres de harcÃ"lement et d'intimidation incessantes, notamment de menaces de mort e poursuites judiciaires basées sur des accusations fallacieuses. «Â Le climat politique est extrêmement tendu au Burundi, et des institutions privées qui ont pris des mesures pour lutter contre le COVID-19 ont été menacées de sanctions. Compte tenu de l'importance des enjeux actuels, le respect des droits humains des Burundais et Burundaises devrait être au centre des décisions qui sont prises en cette période électorale Â», a déclaré Deprose Muchena.

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 27 April, 2024, 02:22